

1.	Record Nr.	UNINA990004921860403321
	Autore	Steiner, Gerhard
	Titolo	Jakobinerschauspiel und Jakobinertheater / Gerhard Steiner
	Pubbl/distr/stampa	Stuttgart : J. B. Metzler, c1973
	ISBN	3-476-00239-X
	Descrizione fisica	X, 336 p. ; 21 cm
	Collana	Deutsche revolutionäre demokraten ; 4.
	Disciplina	792.094322
	Locazione	FLFBC
	Collocazione	792.094 STE 1
	Lingua di pubblicazione	Tedesco
	Formato	Materiale a stampa
	Livello bibliografico	Monografia
2.	Record Nr.	UNINA9910813156103321
	Titolo	Les droits de la defense / / sous la direction de Paul Martens
	Pubbl/distr/stampa	Bruxelles : , : Larcier, , [2013] ©2013
	ISBN	2-8044-6178-5
	Descrizione fisica	1 online resource (445 p.)
	Collana	CUP ; ; Volume 146
	Disciplina	345.05044
	Soggetti	Defense (Criminal procedure)
	Lingua di pubblicazione	Francese
	Formato	Materiale a stampa
	Livello bibliografico	Monografia
	Note generali	Includes index.
	Nota di contenuto	Couverture; Copyright; Titre; Titres parus dans le cadre de la Commission Universite-Palais (CUP); 1 - Faire l'economie de la contradiction ?; Introduction; Section 1 - La contradiction doit se

justifier; Section 2 - La contradiction doit se meriter; Section 3 - La contradiction peut se presumer; A. La theorie du moyen dans la cause; B. La theorie de la chose implicitement jugee; Section 4 - La contradiction peut s'amenager; A. Une audience interactive; B. Les notes en delibere et la reouverture de debats écrits; Conclusions

2 - Les droits de la defense et les actes unilateraux de l'administration : ou l'unilateralite ne va pas sans contradictionSection 1 - Le champ d'application des figures du contradictoire; A. Le champ d'application des droits de la defense; B. Le champ d'application d'audi alteram partem; Section 2 - Le contenu des figures du contradictoire; A. Les moments de la procedure ou le droit de contredire doit s'exercer; B. Le droit d'être informé et de préparer sa défense; C. Le droit d'être « entendu »; D. Le droit d'être assisté de la personne de son choix E. Le droit de demander l'audition de témoins et d'effectuer des devoirs complémentairesF. L'obligation pour l'autorité de tenir compte des arguments de défense; G. Le droit de ne pas se défendre versus l'obligation de collaborer avec l'autorité; H. Le droit d'être entendu dans sa langue ?; 3 - Les droits de la défense devant la Cour de cassation en matière pénale; Introduction; Section 1 - Commentaires sur la rédaction des écrits au cours de la procédure de cassation en matière pénale; A. Evaluation quant à l'opportunité d'introduire le pourvoi (Evaluation du risque)

B. Nature de l'argumentationC. Delais; D. Rédition des moyens; E. La problématique des moyens soulevés d'office; Section 2 - Commentaires sur le projet de loi relatif à la procédure en cassation en matière pénale; A. Introduction; B. Analyse des quatre modifications significatives prévues par la réforme.; C. Conclusion; 4 - Deux ans après la loi « Salduz » : inventaire critique de la jurisprudence et des pratiques; Introduction; Section 1 - Evolutions jurisprudentielles

A. La portée du droit à l'assistance de l'avocat durant la phase préliminaire du procès pénal au sens de l'article 6 C.E.D.H.B. La notion d'audition au sens de l'article 47bis du Code d'instruction criminelle; C. L'information du droit à l'assistance d'un avocat et sa renonciation; D. Les permanences « Salduz » et la question du défaut d'avocat disponible; E. La concertation préalable; F. Le rôle de l'avocat lors de l'assistance aux auditions; G. L'ordonnance de prolongation prise par le juge d'instruction

H. La sanction de la violation du droit à l'assistance de l'avocat durant la phase préliminaire du procès pénal

---

#### Sommario/riassunto

Les droits de la défense surplombant aujourd'hui tout le droit processuel - et peut-être l'ensemble du droit -, il a paru utile d'examiner de quelle manière ils sont appliqués, écornés ou méconnus dans cinq domaines de l'activité juridique. En droit judiciaire, doivent-ils s'effacer ou, au moins, se concilier avec les exigences de célérité et d'économie du procès ? En droit administratif, peuvent-ils s'introduire même dans la matière des actes unilateraux de l'administration ? Sont-ils adéquatement utilisés, en matière pénale, devant la Cour de cassation ? Comment traduire concrètement

---